

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 Avignon

Avignon, le 30/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION

433, Chemin des Matouses
84470 Châteauneuf-De-Gadagne

Références : D-0637-2025
Code AIOT : 0006401556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2025 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION implanté 433, Chemin des Matouses 84470 Châteauneuf-de-Gadagne. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une opération de contrôle menée en septembre 2025 sur l'ensemble de la région Provence-Alpes Côte d'Azur par l'Inspection des Installations Classées et concerne la gestion du risque légionelle associé à l'exploitation des tours aéroréfrigérantes. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect de certaines prescriptions réglementaires applicables à ce type d'installations et de rappeler aux industriels les enjeux sanitaires liés à leur exploitation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION
- 433, Chemin des Matouses 84470 Châteauneuf-de-Gadagne
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUNTORY exploite depuis 1965 une usine spécialisée dans la fabrication et la distribution de boissons non alcoolisées :

- boissons plates sans conservateurs aux fruits aromatisées (marques Oasis, Maytea, ...),
- boissons gazeuses carbonatées (marques Schweppes, Orangina, Gini, ...).

Les produits sont commercialisés auprès de la grande distribution ainsi qu'au niveau des circuits café,

hôtels et restaurants.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 8
- BIOCIDES
- Légionelles/ prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Informations générales du site	Autre du 17/07/2025, article Néant	Observation à prendre en compte
2	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	Sans objet
3	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)	Observations à prendre en compte
5	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)	Sans objet
6	Prévention des accidents et pollutions	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)	Sans objet
7	Produits Chimiques	Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été l'occasion de questionner l'exploitant sur la gestion de ses installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air, communément appelées tours aéroréfrigérantes. Dans ce cadre, les constats réalisés n'appellent pas de suites administratives. Trois observations ont toutefois été formulées et seront à prendre en compte par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Autre du 17/07/2025, article Néant
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation
Prescription contrôlée : La situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921
Constats : En début d'inspection, certaines informations générales de l'installation ont été vérifiées. Elles concernent : <ul style="list-style-type: none"> - le contact administratif avec l'inspection des installations classées (inchangé), - les coordonnées XY de l'établissement (Lambert 93), - le nombre de TAR en activité : 2 TAR de puissance nominale 1 163 kW (TAR Nord n° 1 & 2). - la puissance totale des TAR en activité : 2 326 kW, soit inférieure au seuil réglementaire des 3 000 kW. - le classement ICPE en 2921 (1a, 1b ou 2) : n° 2921-1b) → Régime de la déclaration avec contrôle (DC). Or l'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2009 autorisant la société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION à poursuivre l'exploitation d'un établissement spécialisé dans la production de boissons à Châteauneuf-de-Gadagne du 16 décembre 2020 vise en son article 2 <i>Tableau de la nomenclature</i> la rubrique :

n° 2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure à 3000 kW	2 TAR hall Nord (1 163 kW x2) et 2 TAR hall Sud (1 163 kW x2), Total de 4 652 kW	Régime de l'Enregistrement
-----------	---	--	----------------------------

L'exploitant déclare que les 2 TAR hall Sud ont été mises à l'arrêt en 2013. Elles n'ont pas été utilisées depuis cette date. Selon ses déclarations, ces TAR ont été vidées, déconnectées des réseaux, mais n'ont pas été démantelées (suite à l'arrêt de la ligne de production à laquelle elles étaient associées).

Le dossier de réexamen IED réalisé par ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION en novembre 2021, transmis à la DREAL, mentionne que les deux TAR hall Sud ne sont plus en fonctionnement.

Pour autant, l'exploitant souhaite que soit maintenu le régime de classement de son installation de tour aéroréfrigérante actuellement visé dans son arrêté préfectoral, à savoir celui de l'enregistrement et s'engage à continuer à se conformer aux dispositions réglementaires définies par l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14/12/2013 concernant les installations relevant de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921.

Observation : les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation. Aussi, au regard de l'arrêt prolongé des deux TAR hall Sud, supérieur à 10 ans, il est demandé à l'exploitant de justifier la possibilité de remise en fonctionnement de l'installation selon une procédure visant à prévenir tout risque sanitaire de prolifération et de dispersion des légionelles.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. [...] ; b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.
Constats : Les TAR Nord n° 1 & 2 sont positionnées en toiture, accessibles via une échelle à crinoline. En dessous se trouve le local technique. Le bâtiment le plus proche est la Siroperie, il s'agit des chambres froides. L'implantation des TAR n'appelle pas d'observation particulière.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses Méthodiques des Risques
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...] L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants : [...] - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. [...] [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, [...]
Constats : L'exploitant a présenté la dernière version de son AMR en date du 29/01/2025. Par sondage, il a été vérifié que le document contient les informations suivantes : - la description de l'installation et son schéma de principe, - les points critiques liés à la conception de l'installation, - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, - les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, - le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-2 e)
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats à l'IIC
Prescription contrôlée : Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.
Constats : Préalablement à la visite, l'inspection a pu vérifier la saisie des résultats d'analyse sur la plateforme de télédéclaration GIDAF prévue à cet effet.

Les rapports d'analyses de concentration en Legionella pneumophila ne sont toutefois pas joints à la déclaration effectuée par l'exploitant.

Observation : il est demandé à l'exploitant de téléverser également les rapports d'analyses sur la plateforme de télédéclaration GIDAF.

Par sondage, la période allant de janvier 2024 à juin 2025 inclus a été consultée.

Une analyse est réalisée mensuellement (2 TAR associées à un circuit commun, donc un prélèvement unique effectué).

Toutefois, il est observé un dépassement fréquent du délai de transmission des résultats.

L'exploitant déclare que les résultats d'analyses sont réceptionnés sous un certain délai, qu'il les consulte dès leur réception pour vérifier l'absence de dépassement de seuil d'action, mais qu'il ne les verse sur GIDAF que dans un second temps.

Observation : il est rappelé à l'exploitant que les résultats d'analyse de concentration en Legionella pneumophila sont à transmettre sur GIDAF dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 1)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10⁵ UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : "Urgent & important, tour aérorefrigérante, dépassement du seuil de 100 000 unités formant colonies par litre d'eau".

[...] En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité [...], et met en œuvre des actions curatives [...]. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...] Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;

b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté ;

c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont

ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois ;

d) L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour, [...] ;

e) Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident, [...].

Si le dépassement est intervenu dans une situation de cas groupés de légionelloses telle que décrite au point III du présent article, le délai de transmission du rapport est ramené à dix jours. Les plans d'entretien, de surveillance et l'analyse méthodique des risques actualisés sont joints au rapport d'incident ainsi que la fiche de la stratégie de traitement définie au point I. [...]

[...]

Constats :

Selon les informations renseignées sur la plateforme GIDAF et qui ont été confirmées par l'exploitant lors de la visite, il n'y a pas eu de dépassement du seuil des 100 000 UFC/L sur la période janvier 2024 - juin 2025.

L'exploitant a présenté et commenté la procédure Gestion et suivi des TAR Nord, relative aux actions à mener en cas de dépassement du seuil des 100 000 UFC/L. Celle-ci est cohérente avec les obligations réglementaires fixées par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des accidents et pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 II 2)

Thème(s) : Risques chroniques, Actions à mener en cas de prolifération de légionelles (10³ UFC/L)

Prescription contrôlée :

a) Cas de dépassement ponctuel :

[...], l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* [...].

b) Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, [...] l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles [...]

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, [...], précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives[...] met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (version 2020) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

[...]

Constats :

Selon les informations renseignées sur la plateforme GIDAF et qui ont été confirmées par l'exploitant lors de la visite, il n'y a pas eu de dépassement du seuil des 1 000 UFC/L sur la période janvier 2024 - juin 2025.

L'exploitant a présenté et commenté la procédure Gestion et suivi des TAR Nord, relative aux actions à mener en cas de dépassement du seuil des 1 000 UFC/L. Celle-ci est cohérente avec les obligations réglementaires fixées par l'arrêté ministériel.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Produits Chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/05/2004, article Art, 10

Thème(s) : Risques chroniques, Produits Chimiques

Prescription contrôlée :

En application de l'article 20 du décret du 26 février 2004 susvisé, l'étiquette d'un produit biocide doit porter de manière lisible et indélébile les indications suivantes rédigées en français :

- a) L'identité de toute substance active biocide contenue dans le produit et sa concentration en unités métriques ;
- d) Les utilisations autorisées du produit biocide ;
- e) Les instructions d'emploi et la dose à appliquer pour chaque usage autorisé, exprimée en unités métriques ;
- h) Des instructions pour l'élimination en toute sécurité du produit biocide et de son emballage, comportant le cas échéant une interdiction de réutiliser l'emballage ;
- l) Des indications concernant les mesures de précaution à prendre pendant l'utilisation, le stockage et le transport ;

Constats :

Les produits biocides suivants sont utilisés (ou susceptibles de l'être) :

- ALOBIO R440 dans le cadre du traitement préventif,
- ALOBIO 411 dans le cadre du traitement curatif.

Par sondage, l'étiquette du produit biocide ALOBIO 411 a été examinée. En lien avec les obligations réglementaires, elle mentionne les informations suivantes :

- a) 2,2-dibromo-2-cyanoacétamide (20 % m/m).
- d) produit de protection des liquides utilisés dans les systèmes de refroidissement et de fabrication.
- e) le dosage précis et la méthode d'injection dépendent de plusieurs facteurs tels que la contamination microbiologique, les caractéristiques de l'installation et opératoires. Les injections seront déterminées en accord avec les standards d'ALOES.
- h) ne pas rejeter les résidus dans les égouts et cours d'eau. L'emballage vide ou ceux contenant du produit doivent être éliminés en tant que déchet dangereux sous l'entière responsabilité du détenteur du déchet.

l) veiller à une bonne ventilation du poste de travail. Stocker dans les emballages d'origine, bien fermés et à l'abri du gel, température maxi 35 °C. Nettoyer le matériel après utilisation à l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

➤ Point de contrôle n° 1 – Informations générales de l'installation



TAR n° 1 avec plaque constructeur
année 2009
puissance nominale : 1 163 kW



TAR n° 2 avec plaque constructeur
année 2009
puissance nominale : 1 163 kW

➤ Point de contrôle n° 2 – Règles d'implantation



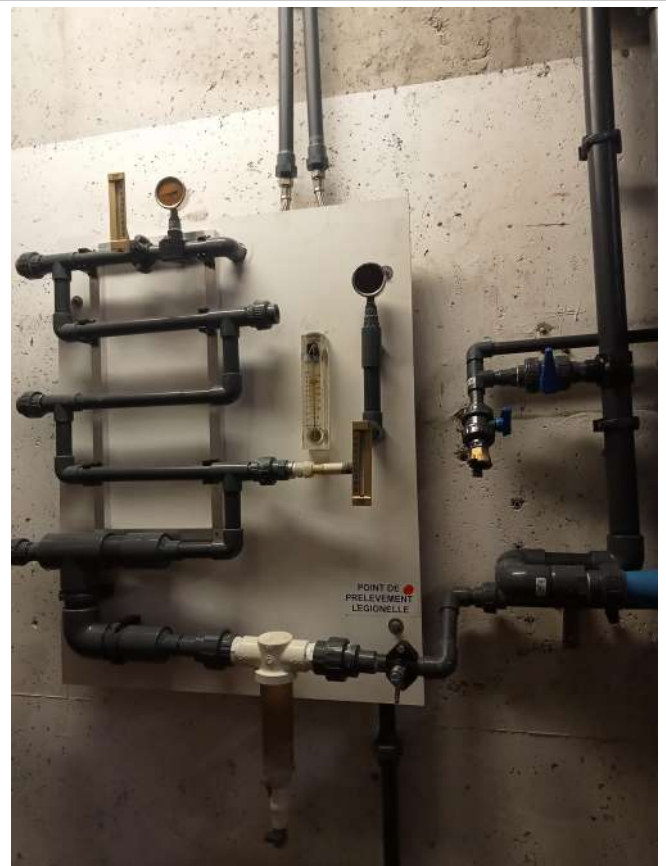
TAR positionnées en toiture, accessibles via une échelle à crinoline



Canalisations d'arrivée du fluide chaud et d'évacuation du fluide refroidi



Local technique situé sous les TAR



Point de prélèvement pour analyse identifié

➤ Point de contrôle n° 7 – Produits chimiques



Produit biocide utilisé en traitement préventif



Produit chimique utilisé pour potentiel traitement curatif